

Bye Bye PS

Benoît Lutgen a appelé le MR, Ecolo et Défi à former de nouvelles majorités en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. Le Parti socialiste, son partenaire dans ces assemblées, crie à la trahison.

La rupture avec le PS est nécessaire et doit être immédiate. Les mots de Benoît Lutgen sur le coup de 13 h 30 ont fait l'effet d'une bombe. C'est de cette façon que la déclaration du président du CDH a été ressentie par les cadres du Parti socialiste, partenaire des humanistes en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles, alors même qu'ils étaient réunis en bureau de

parti pour examiner l'opportunité d'introduire le décumul intégral dans leurs statuts.

Humanistes qui n'en pouvaient plus, disent-ils, d'être qualifiés de « scotchés au PS » ravagés par les affaires, craignant

d'y être associés lors des prochaines échéances électorales. La « paralysie wallonne » est aussi citée parmi les causes du divorce sans conciliation préalable.

« Trahison », selon le président du PS, Elio Di Rupo, l'invitation de Benoît Lutgen à composer des majorités sans les socialistes a été comprise comme un « appel au dialogue politique » par le MR. Un dialogue que les libéraux sont prêts à entamer, se sachant incontournables pour former des majorités alternatives dans les trois assemblées francophones et sachant toute marche arrière impossible pour le CDH. Ecolo et Défi, dont l'appoint est indispensable à

Bruxelles, se montrent plus prudents, voire réticents à intégrer le projet centriste. Ce qui augure d'exigences particulièrement fermes. L'arithmétique offrant plusieurs possibilités de majorité, la négociation politique s'annonce intense.

Inédite, cette rupture d'accord pourrait bien plonger le PS dans une crise interne plus profonde qu'elle ne l'est déjà en raison des affaires. Elle pose également de nombreuses questions quant au sort de réformes en cours (Pacte d'excellence...) ou des conclusions de la commission d'enquête Publifin. Elle risque, en outre, de paralyser les gouvernements pendant de nombreuses semaines. ■

LE CDH

Coup de théâtre dans les majorités francophones. Le CDH se cherche de nouveaux alliés (le MR, Ecolo et

Défi) pour diriger les Régions et la communauté. Les affaires, la paralysie wallonne... ont poussé le petit Poucet des partis traditionnels à cette extrémité. Dans

la plus grande discrétion. Le coup de théâtre est-il également un coup de poker ? Les humanistes ont-ils négocié en amont avec les libéraux ? Des deux côtés,

on assure que non. En attendant, le MR met ses exigences sur la table, et Défi et Ecolo n'entendent pas brader leur participation à un gouvernement.

La séquence CDH qui a mené à excommunier le PS

- ▶ Sans préavis, les humanistes ont rompu avec les socialistes lundi matin.
- ▶ Voici les dominos orange qui, tombés un à un, ont fini par éjecter les rouges des majorités dans les entités fédérées.
- ▶ Les affaires, la paralysie wallonne, le « dégoût » présidentiel...

Il est aux alentours de 13h30 lundi, quand le président Benoît Lutgen prononce sa « déclaration exceptionnelle » annoncée quelques minutes plus tôt : « La cupidité de certains a dépassé tout entendement. (...) Je suis dégoûté. (...) Les murs de la mauvaise gouvernance empêchent de franchir les étapes du renouveau total de notre paysage économique, social et environnemental. (...) Force est de constater, qu'après trente ans de pouvoir ininterrompu, le PS porte une responsabilité écrasante dans l'ampleur et la répétition des scandales. La rupture est nécessaire.

Elle doit être immédiate. (...) Je lance donc un appel au MR, à Ecolo, à Défi et à tous ceux qui partagent ce constat. Un appel pour mettre en place de nouvelles majorités positives en Région wallonne, en Région bruxelloise et en Fédération Wallonie-Bruxelles. »

Incrovable, inédit : le petit Poucet des partis traditionnels éjecte la première formation francophone. Sans coup de semonce. Surprenant tout le monde. Benoît Lutgen

aurait prévenu Elio Di Rupo vers 12h30. Et les trois autres présidents dans la foulée, sans leur dire ses intentions précises.

Comment en est-on arrivé là ? Voici les dominos orange qui, tombés un à un, ont entraîné la chute de l'indéboulonnable PS.

Les affaires

C'est évidemment le principal élément déclencheur : « la multiplication des affaires » Publifin, ISPPC, Samusocial... Des scandales qui éclaboussaient au premier chef les socialistes. Alors les humanistes, qu'on a dits « scotchés

au PS », n'en pouvaient plus d'être associés à cette image.

En fait, nous explique un ténor, centriste « cela fait plusieurs semaines qu'on se dit que c'est intenable ». Un autre : « Le malaise montait depuis des mois. Et ce qui nous a le plus heurtés, outre la hauteur de certaines rémunérations, c'est le Samusocial, où on s'en met plein les poches sur le dos des exclus de la société. Et le PS n'a pas posé les gestes forts attendus, surtout en Wallonie. Il ne prenait pas la mesure de la gravité. Les citoyens nous disaient leur ras-le-bol. » Un troisième le dit plus crû-

ment : « Les gens nous en faisaient le procès : qu'est-ce que vous foutez avec le PS ? La meilleure mesure de gouvernance à prendre est de les mettre dehors ! Le PS n'est pas le seul, mais sa longévité au pouvoir fait qu'il a une lourde part de responsabilité. Il faut assainir. »

Le ministre Maxime Prévot confirme : « Les échos du terrain étaient désastreux. Les gens sont profondément choqués et demandaient un signal fort. »

La paralysie wallonne

C'est un deuxième élément, qui découle du premier, mis en avant par les centristes : « L'action gouvernementale est étouffée depuis des mois. C'est la paralysie. » Maxime Prévot justifie donc : « Notre priorité est de faire avancer les dossiers. Or, les réformes indispensables sont freinées car on travaille avec un parti englué dans les affaires et qui passe un temps dingue à essayer de s'en dépatrer. »

Voilà pourquoi plusieurs humanistes pointent surtout, non pas le président Di Rupo, mais le ministre-président wallon Paul Magnette : « A nos yeux, il n'a pas suffisamment pris les choses en main. Il est resté au balcon, si ce n'est pour aller une ou deux fois à la RTBF, plutôt que de mettre les mains dans le cambouis et de montrer qu'on prend des décisions. Et il s'exprimait plus comme socialiste que comme ministre-président wallon. »

Sans oublier le reproche, déjà entendu... dans l'opposition, que le PS, alerté par les sondages, s'est mis à courir derrière le PTB. « Le PS veut être plus à gauche que le PTB. Cela devenait problématique. Dans les dossiers fiscaux,

comme la taxe sur les robots, l'assurance autonomie... »

Le bureau du 12 juin

Résultat : tout aurait déjà pu basculer voici une semaine. Lors du bureau réuni à Namur le 12 juin, « Benoît Lutgen était très remonté », raconte un humaniste. Il s'est dit « éccœuré », « indigné », parlant d'« affaires insupportables ». Il a évoqué l'immobilisme total des ministres PS, qui se permettent de flinguer les ministres CDH par derrière. Outre le fait que les socialistes détournent l'attention vers des questions politiques via l'action commune. » Il a même, ajoute un autre, lâché le mot « infréquentables ». Au point que notre premier témoin pensait, la semaine dernière déjà, que le président allait conclure qu'il fallait sortir des gouvernements régionaux... « C'était donc dans l'air. D'autant que les révélations ont perduré toute la semaine. Cela ne permettait pas d'autres scénarios. »

Sans parler de la sortie conjointe de Labille et Bodson dans nos colonnes, s'en prenant

ouvertement à la gestion de Maxime Prévot, « qui ont mis de l'huile sur le feu ».

Des contacts secrets

Benoît Lutgen a alors consulté en (très) petit comité, « en premier puis deuxième cercle », des ministres ou chefs de groupe, le secrétaire général Eric Poncin, le président du parlement wallon André Antoine. « En gros, ceux qui avaient négocié les accords de 2014. »

Il a aussi fait le tour des arrondissements. Et c'était « l'exaspération » qui dominait. Et l'impression qu'« il n'y avait pas de remède ». Si ce n'est radical...

Le bureau du 19 juin

En entrant en réunion ce lundi matin, quelques centristes savaient, mais pas la plupart. Contrairement à son habitude, Benoît Lutgen reste debout. Les GSM sont rassemblés sur une table. « C'était très solennel. Benoît nous a décrit le contexte ne permettant plus de travailler avec le PS, que c'était devenu impossible, insupportable. Il nous a dit que cela faisait plusieurs mois qu'il nourrissait cette réflexion. » Le président développe effectivement son analyse. Et avertit : « La décision n'est pas dénuée de risques ; nous pourrions nous retrouver dans l'opposition. » Mais il assure : « On ne débranche pas la prise, on la rebranche. »

Des ministres, André Antoine, des chefs de groupe ou députés (Catherine Fonck, Georges Dallemagne...) embrayaient et soutiennent le président. Tous partagent le constat. Il n'y a pas de voix discordantes. Seul Jean-Paul Bastin exprime l'une ou l'autre inquiétude : le saut dans l'inconnu, le fait que le MR « n'est pas mieux ». L'unanimité en surprend d'ailleurs beaucoup. « Le bureau unanime a suivi. J'ai senti un soulagement. Soit on restait sur le banc de touche et on était emporté par le tourbillon ; soit on devenait acteur pour reconstruire sur les ruines de la gouvernance du PS. »

Une tentative de sauvetage ?

Reste que la solution CDH est extrême. « Ce qui arrive n'est pas banal, mais c'est réfléchi », assure Catherine Fonck, cheffe de groupe à la Chambre. On n'a pas agi à la légère, et on est tous sur la même ligne. On veut retrouver une gou-

vernance exemplaire, des politiques efficaces. Il n'y avait pas d'autres solutions, car il n'était plus possible de travailler comme ça. Politiquement, ce n'était plus acceptable. Un moment donné, continuer, c'est cautionner. »

Le député Georges Dallemagne appuie : « C'était devenu intenable. Un vieux monde s'écroule, il faut recréer un monde politique efficace, crédible, positif, avec un projet ambitieux. Il faut acter qu'une page se tourne et être rédacteur de la page suivante. » Pour lui, la décision du CDH de lundi n'est d'ailleurs que la première étape. La deuxième ? « En Europe souffle un vent nouveau, frais, optimiste, pour une gouvernance éthique qui soit autre chose que le populisme. La deuxième étape consiste donc à sortir des partis qu'on connaît aujourd'hui et, avec les énergies qui le veulent, reconstruire quelque chose d'humaniste, avec des enjeux environnementaux et sociaux, et une Europe plus proche des citoyens. Il faut refonder le paysage politique. Je fais partie de ceux qui quitteraient rapidement la politique si elle devait rester comme elle est. On est fatigué de cette gouvernance médiocre à laquelle on a contribué. » Quitte donc à sacrifier le CDH en tant que tel au profit d'une sorte d'« En marche ! » à la belge.

Dans sa déclaration devant la presse, Lutgen disait lui-même : « Ce changement de cap doit être l'occasion d'un nouvel élan citoyen pour rassembler tous ceux qui veulent offrir de nouvelles perspectives. Ce n'est pas un risque que je vous propose. C'est un espoir. » A entendre les humanistes, rien à voir, donc, avec un coup politique destiné à sauver le CDH d'une mort lente... ■

MARTINE DUBUISSON

l'incontournable Le MR est prêt à se montrer exigeant

Avec respectivement 17, 25 et 30 députés dans les parlements bruxellois, wallon et de la fédération, le MR s'impose comme le partenaire indispensable pour un CDH en quête de nouvelles majorités dans les entités fédérées. Une question s'impose : Benoît Lutgen a-t-il pris langue avec Olivier Chastel avant de lancer son appel du 19 juin ? Officiellement, c'est non. Mais beaucoup pensent que l'initiative du premier nommé aurait été quasiment suicidaire s'il ne s'était pas assuré d'obtenir un minimum d'attention de la part de son possible futur partenaire.

En tout cas, le président des libéraux n'a pas tardé à réagir à la main tendue par son homologue CDH : « Le MR répondra donc favorablement à un appel au dialogue poli-

tique sur l'avenir des entités fédérées », a-t-il fait savoir par communiqué dans l'heure qui a suivi. Par rapport aux réactions circonspectes et parfois à la limite de l'hostilité de Défi et d'Écolo, cette petite phrase est mieux qu'une formule de politesse : une marque d'intérêt. Olivier Chastel a réuni un bureau élargi de son parti dès lundi soir à Bruxelles.

Le président a été mandaté pour « dialoguer de manière responsable avec le CDH et les différentes formations politiques qui veulent incarner le changement. » C'est à la suite de ces contacts que les libéraux envisageront (ou pas) d'entrer en négociations.

Le MR n'est pas prêt à foncer tête baissée dans l'offre de services du CDH. La proposition est tentante. Les libéraux piaffent d'im-

patience aux portes des exécutifs depuis une quinzaine d'années. En Wallonie notamment, leur victoire de 2014 (25 sièges) avait semblé leur ouvrir les portes du pouvoir. Le rêve s'était brisé sur une coalition PS-CDH. Alors oui, pourquoi pas ?

Mais gare au piège potentiel ! Les élections régionales auront lieu dans moins de deux ans. Les communales seront passées par là dès l'automne 2018. Le temps « utile » pour de nouveaux gouvernements sera donc très limité. Face aux électeurs, le CDH pourra présenter un bilan sur le long terme. Le MR, lui, risque de devoir avouer que son influence sur la marche des entités fédérées se limite en réalité à peu de choses.

Les dossiers qui fâchent

Les libéraux sont déterminés à placer la barre haut en vue de leurs contacts avec le CDH. En quelques mois, il faudra toutefois cibler les objectifs : la bonne gouvernance comme priorité absolue et quelques gros dossiers socio-économiques. Au MR, on aura sans doute noté que Benoît Lutgen promet déjà « une réduction drastique des outils et organismes publics ». C'est une obsession li-

bérale qui serait ainsi assouvie.

Le MR n'obtiendra sans doute pas une re-fonte complète des dossiers qu'il a combattus ou critiqués depuis 2014. Impossible de revoir de fond en comble les contours du plan Marshall, le pacte pour l'emploi et la réforme des aides à l'emploi ou le mastodonte qu'est le nouveau code de développement territorial. Mais il pourrait lier son soutien à des évolutions sur des dossiers aussi sensibles que la

suppression de la télé redevance ou le traité du Ceta en Wallonie, ou encore le décret inscriptions en Fédération Wallonie-Bruxelles. Le MR saura se faire désirer.

En marge de ces considérations, une autre question s'impose : que va devenir la belle unanimité, au sein de la commission d'enquête Publifin, entre PS, CDH et MR appelés à voter les conclusions ? Survivra-t-elle à cet épisode inédit de la vie politique régionale ? ■

ERIC DEFFET

les faiseurs de roi Défi et Ecolo imposent la gouvernance comme préalable

C'est un coup de com du CDH. » Didier Gosuin (Défi) ne mâche pas ses mots quand il évoque la prise de judo réalisée par Benoît Lutgen sur les exécutifs fédérés. « *Ce parti est en difficulté et essaie de redorer son blason.* » Le ton n'est pas moins dur dans le chef de Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo, qui rappelle que les centristes sont également touchés par les scandales.

Au passage, dans les rangs de Défi, on souligne que le PS avait proposé certaines avancées sur le plan de la gouvernance. « *C'est à Bruxelles que cela bougeait le plus* », insiste Emmanuel De Block. « *Faire un coup de sang maintenant alors qu'ils sont associés aux socialistes depuis 13 ans, c'est surprenant* », ajoute le chef de groupe Défi au Parlement bruxellois, en ironisant sur la main tendue à un MR « *complaisant par rapport à la gestion de Bruxelles-Ville* » et touché par Publifin et le Kazakhgate.

Pour autant, Défi ne rejette pas l'invitation lancée par les humanistes pour constituer une majorité alternative. « *Il y a l'obligation de discuter*, constate Didier Gosuin. *Tous nos projets sont en rade et les gouvernements sont bloqués. Mais nous attendons à présent que le CDH nous dise jusqu'où il*

est prêt à aller en matière de gouvernance. »

Un bureau politique de Défi est prévu ce mardi en fin de matinée. En effet, Olivier Maingain, en voyage au Canada, devait rentrer au pays au plus vite (voir p. 7). Mais, faute de vol direct, il ne devrait atterrir à Bruxelles que ce mardi vers 9 h. Des « voix » du parti, comme Bernard Clerfayt (bourgmestre de Schaerbeek à la tête d'une coalition avec le MR, le CDH et Ecolo) pourraient plaider en faveur d'une majorité sans le PS.

Se presser... ou pas

Ecolo, lui, s'est déjà prononcé. Et sa réponse tient en deux temps. « *Ce qui se joue, ce n'est pas la question du casting et du gouvernement mais celle de la gouvernance*, insiste Zakia Khattabi. *Et on a du mal à imaginer qu'aujourd'hui, avec ce changement de casting et de têtes, on parvienne à changer de perspective.* » « *Il faut profiter de ce momentum pour réformer le système* », plaide à son tour un autre écologiste. C'est pourquoi les verts déposeront mercredi une série de propositions. « *Nous inviterons les autres partis à se prononcer sur celles-ci* », ajoute la coprésidente.

Ces propositions porteront notamment sur le décumul des mandats, sur la réforme des structures publiques (intercommunales, ASBL, etc.), la suppression des provinces ou encore la participation citoyenne (consultation populaire, référendum). Des thèmes que l'on retrouve également chez Défi, favorable à une rationalisation des structures publiques et à la disparition des provinces.

Des convergences qui pourraient s'avérer déterminantes. En effet, un refus conjoint d'Ecolo et de Défi rendrait la constitution de majorités alternatives impossibles (sauf en Wallonie). Ce serait alors toutes les institutions francophones qui s'en trouveraient paralysées. « *L'attitude du CDH aujourd'hui nous met en difficulté face à la Flandre* », estime Emmanuel De Block.

Dans les rangs d'Ecolo, on ne se montre pas pressé pour autant. « *On ne doit pas former des majorités dans les deux jours*, estime un élu écologiste. *On peut se donner un peu de temps pour assainir le système avant les vacances. La question d'une participation éventuelle aux majorités ne viendra que par la suite.* » ■

PASCAL LORENT

Dans les communes, les coalitions tiennent bon

Le CDH pourrait-il payer au niveau local ou provincial sa fronde dans les entités fédérées ? Les municipalistes bon teint n'y croient guère. Ni dans les petites communes, ni d'ailleurs dans les plus grandes. La preuve avec le « cas » liégeois où les observateurs locaux évoquent « *une relation fusionnelle entre Firket et Demeyer* ». C'est au lendemain du scrutin de 1988 que les socialistes liégeois s'associèrent au PSC sur les bancs du collège communal. Le mariage tient toujours. « *Il n'y a pas de changement à l'ordre du jour*, répond ainsi Michel Firket, échevin (CDH) liégeois de la Finance et de la Mobilité. *Les nouvelles majorités ne*

seront d'application qu'en Wallonie, à Bruxelles et à la FWB. »

Christine Defraigne cheffe de file de l'opposition libérale, ne croit pas non plus à un divorce : « *Je ne vais pas faire de spéculation mais on connaît les liens entre MM. Firket et Demeyer... Cette relation fusionnelle est le ciment de la coalition PS-CDH (...). Néanmoins, on peut être inquiet car la semaine prochaine, on va devoir discuter du très important plan de gestion. Comment va-t-il être exécuté avec une majorité fragilisée, qui n'a plus son miroir à la Région ?* »

Travaux ajournés au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

La semaine qui s'ouvre devait être consacrée aux travaux du parlement

de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les députés wallons siègent donc dans la capitale jusqu'à ce mercredi. L'agenda prévoyait des réunions de commission ce lundi après-midi. Elles ont évidemment été perturbées par l'annonce de Benoît Lutgen. L'ambiance dans les couloirs du parlement avait un parfum de crise. Mais ce coup de tonnerre a aussi eu des conséquences immédiates sur les travaux parlementaires : les députés CDH ont refusé d'assurer le quorum en commission. Dans la foulée, une conférence des présidents s'est réunie et a décidé d'ajourner tous les travaux prévus cette semaine, y compris la séance plénière de mercredi. Sans majorité, celles-ci n'avaient plus guère de sens. (E.D.)

Les partenaires sociaux surpris

« Quelle majorité alternative va émerger ? Si voyons arriver des majorités similaires à celle du fédéral, cela nous posera un problème. Mais nous jouerons alors notre rôle », réagissait Robert Verteneuil, secrétaire général de la FGTB, après l'annonce de Benoît Lutgen. Marc Becker, secrétaire national de la CSC : « Nous avons travaillé sur un pacte pour l'emploi et la formation et sur la réforme des aides à l'emploi en Région wallonne. Qu'est-ce que tout cela va devenir ? Nous n'avons pas besoin d'instabilité gouvernementale. » Le Mouvement ouvrier chrétien

s'interroge « sur la stratégie qui vise à remplacer le PS, empêtré dans des affaires de mal gouvernance, par le MR qui, tant à Bruxelles (Uccle, Ville de Bruxelles) qu'à Liège (Publifin) ou au niveau fédéral (Kazakhgate), se trouve également dans la tourmente. » Il rappelle que le... CDH « n'est pas exempt de tout reproche dans différents dossiers qui concernent la gestion de l'argent public. »

L'Union wallonne des entreprises n'a-t-elle pas les préventions des syndicats vis-à-vis du MR, avouait Vincent Reuter, son administrateur délégué. « Cela rétablirait une certaine symétrie. Et ce serait a priori une bonne chose, car les mesures que

prend le fédéral pour réduire le coût du travail et son projet de réforme de l'impôt des sociétés sont d'une grande importance pour les entreprises. Par ailleurs, il y a un point sur lequel nous sommes d'accord avec les représentants des travailleurs : la Wallonie ne peut pas se permettre un long inter-règne. » (D.B.)

LE SOIR -1-

Sur plus.lesoir.be, retrouvez les réactions dans les grandes villes gérées par une majorité PS-CDH, ainsi que notre analyse sur les craintes et questionnements des partenaires sociaux. Suivez également en direct l'évolution des négociations.

LES ALLIANCES

Le coup de poker du CDH rouvre totalement le jeu de toutes les majorités, donnant la possibilité aux libéraux, aux écologistes et au

parti Défi de monter dans les gouvernements wallon, bruxellois et communautaire. Si le MR semble déjà acquis au projet centriste, les verts et les « roses » se montrent nettement plus prudents, voire réticents.

Leurs exigences devraient donc être particulièrement élevées s'ils rejoignent l'« orange bleue ». Mathématiquement, plusieurs nouvelles majorités sont possibles. Mais c'est politiquement que tout se joue.

Majorités serrées ou confortables, la balle dans le camp d'Ecolo et Défi

C'est un coup de poker (de maître ? de pu**), selon certains mandataires PS ?) du CDH et un saut dans l'inconnu pour les Wallons et les Bruxellois. Avec quels nouveaux gouvernements vont-ils se réveiller dans les jours, ou les semaines à venir ? Quels sont les scénarios possibles, tant techniquement, que mathématiquement, et, surtout, politiquement, dès le moment où le PS serait définitivement exclu tant au parlement wallon, qu'à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

1 Techniquement. Commençons par le volet « juridique ». Contrairement à ce que certains citoyens ont pu penser, il n'est pas question de les appeler aux urnes de façon anticipée. Le droit de dissolution d'une assemblée n'existe en effet qu'au fédéral, pas au niveau régional et/ou communautaire. Une seule option donc, pour renverser un exécutif, former une majorité de substitution. Théoriquement, pour pouvoir décaler une telle majorité, il faudrait d'abord déposer une motion de méfiance. Ce mécanisme permet à une assemblée de renverser un exécutif sans provoquer d'élections anticipées. Cette motion de méfiance doit présenter un successeur à l'exécutif. L'assemblée qui souhaite renverser ou remanier l'exécutif doit donc

en amont trouver un accord sur une nouvelle équipe. La motion doit être soumise au vote de l'assemblée. Et ce vote ne peut intervenir qu'après un délai de 48 heures suivant le dépôt de la motion. En cas d'adoption, la démission de l'exécutif ou de ses membres visés est automatique, de même qu'est automatique l'installation d'un nouvel exécutif.

Ça, c'est pour la théorie. Dans la pratique, le constitutionnaliste Christian Behrendt (ULg) juge une démission des différents gouvernements nettement plus probable que la motion de méfiance. « Le CDH va recevoir les différents interlocuteurs possibles. Il faudra négocier de nouveaux accords de gouvernement, sur des questions comme les politiques économique, fiscale, environnementale. Cela va prendre des semaines ! Je pense sincèrement que les démissions spontanées des différents exécutifs tomberont avant. Imagine-t-on un instant les ministres CDH travailler le matin au gouvernement avec les socialistes et négocier l'après-midi une autre majorité ? Cela me semble hautement artificiel, et intentionnel. » En cas de démission collective, par une déclaration du ministre-président de chaque gouvernement, ces derniers fonctionneraient donc en affaires courantes jusqu'à la mise en place

des nouveaux exécutifs.

2 Mathématiquement. Du point de vue arithmétique, dans tous les cas, la sortie effective du PS de tous les gouvernements rend le Mouvement réformateur indispensable dans chacun de ceux-ci. Le cas de figure le plus simple, *a priori*, est celui du parlement wallon : la réunion des centristes et des libéraux suffirait en effet à obtenir une majorité, a minima cependant, puisque cette nouvelle coalition remplirait tout juste les 38 sièges nécessaires (sur une assemblée de 75 députés). La présence des écologistes assurerait donc une majorité plus confortable...

Au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles par contre, une « orange-bleue » ne suffirait pas. Les écologistes et/ou des députés Défi devraient accepter de monter à bord pour obtenir une majorité fixée à 48 sièges. Les majorités possibles iraient donc d'un petit 49 sièges (avec Défi uniquement) à une plus confortable à 52 (Ecolo seul), voire 55 sièges (avec les deux « petits » partis en soutien).

Enfin, le cas bruxellois se complique encore. Sur les 89 sièges de l'assemblée, il faut compter 45 députés, mais aussi une majorité dans les deux groupes linguistiques, francophone (36 sièges

sur 72) et néerlandophone (9 sièges sur 17). Partant du principe que les partenaires flamands ne changent pas (CD&V, Open VLD et SPA) – même si cet élément est à confirmer dans les jours à venir, notamment selon la position des socialistes flamands... – le parti Défi serait, cette fois, indispensable. Les humanistes et les libéraux pourraient monter avec Défi seul ou avec Défi et Ecolo (mais pas Ecolo seul). Avec le risque cependant que le parti vert exige d'intégrer également son parti frère flamand, Groen... Au vu des réactions peu enthousiastes – c'est un euphémisme – des partis Défi et Ecolo, pris de court, certains refusaient encore en milieu de journée d'enterrer trop vite les socialistes bruxellois. Et de se risquer à voir les arroseurs humanistes arrosés : le PS se maintenant au pouvoir, appuyé par les deux « petits » partis, et reléguant le CDH dans l'opposition. Un scénario qui semble très peu probable.

3 Politiquement. Mais au-delà des projections strictement arithmétiques, c'est évidemment politiquement que tout se joue. Une seule certitude actuellement : le parti d'Olivier Chastel devrait monter dans l'aventure aux côtés des centristes. Les libéraux devraient néanmoins y

mettre leurs conditions, à savoir des actions concrètes en matière de bonne gouvernance, une réduction importante des structures publiques – déjà annoncée comme un objectif central par Benoît Lutgen – et certains dossiers économiques. Les deux partis décisifs sont donc Ecolo et Défi. Et, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils se sont tous les deux montrés plutôt réservés, n'hésitant pas à critiquer vivement la manœuvre du CDH (lire p.3).

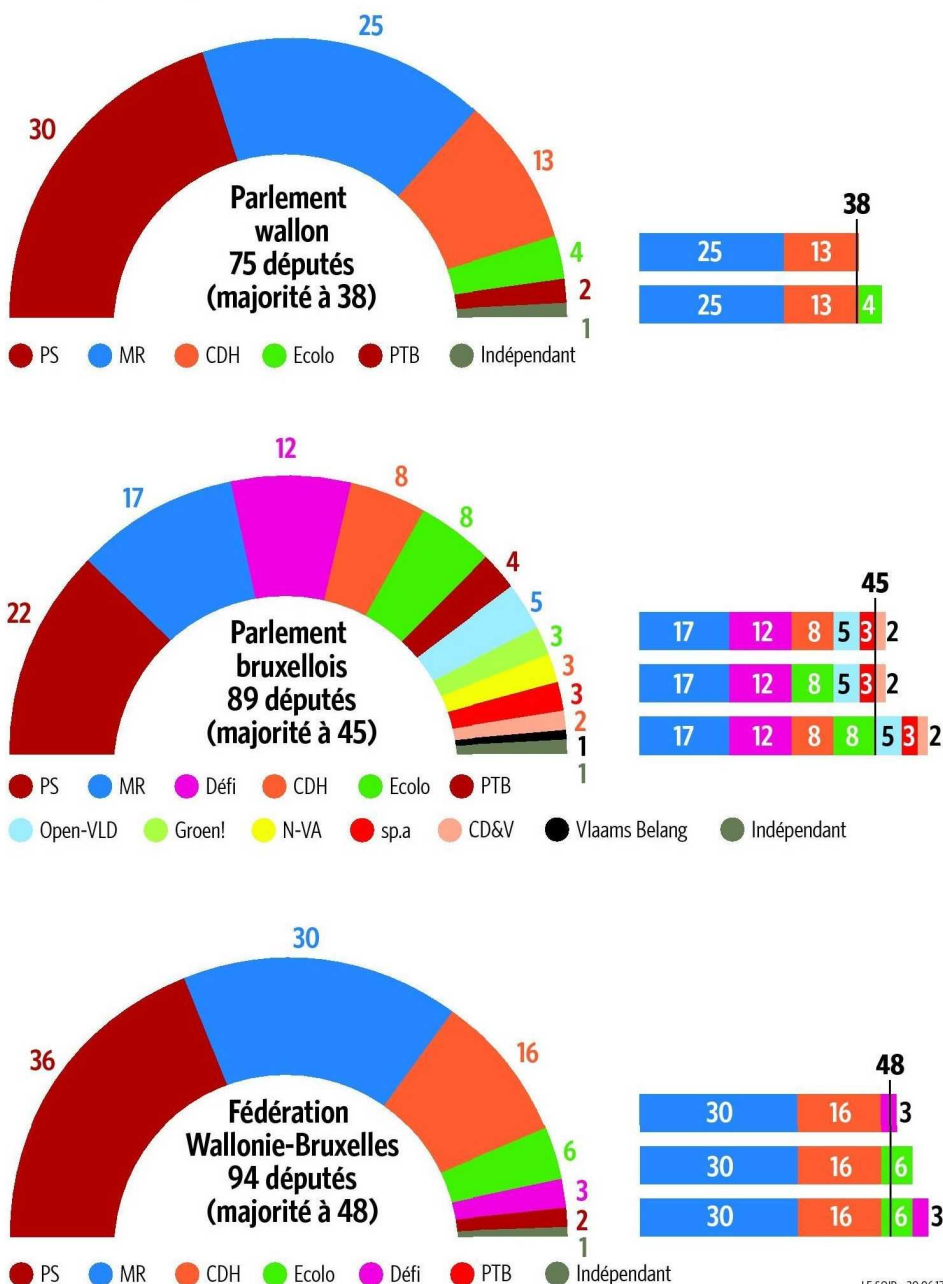
« Le partenaire incontournable est bien le MR, détaille Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL-Mons. Mais ensuite, on pourrait se retrouver avec des majorités à géométrie variable en fonction des assemblées. Si les Écolos montent côté wallon, ils pourraient exiger de monter à Bruxelles également, et ce avec leurs partenaires flamands... Quant à Défi, le MR reste tout de même son principal rival à Bruxelles... Il va falloir tenir compte de tout cela. »

Le nerf de la guerre ? Les programmes. « Défi et Ecolo n'étaient pas demandeurs de ce changement, poursuit Pierre Vercauteren. Ils vont donc arriver avec des exigences très élevées. D'autant plus qu'il ne reste que deux années, dont une seule réellement utilisable politiquement avant l'entrée en campagne. Nous arrivons en période de cadeaux. En début de législature, on attaque généralement les mesures les moins populaires, les plus difficiles, tandis qu'on garde les ca-

deaux électoralistes pour la fin. Or, trouver des convergences entre des partis comme Ecolo et le MR s'annonce compliqué... » Les verts et les amarantes ont évidemment laissé la porte ouverte aux négociations, tout en se faisant désirer. Une chose est certaine : la transparence et l'éthique constitueront des conditions sine qua non pour former de nouveaux gouvernements avec ces deux partis. ■

PHILIPPE DE BOECK, CORENTIN DI PRIMA et ELODIE BLOGIE

Les majorités possibles sans le PS



COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

L'enseignement comme monnaie d'échange

« Vous savez, nous on a bien le temps... Tous les dossiers "enseignement supérieur" de la législation sont bouclés ou presque. Nous ne sommes plus demandeurs de rien. On ne peut pas en dire autant du CDH... » La réflexion, lancée voici quelques semaines par un cacique du PS, en dit long sur l'ambiance du moment entre partenaires du gouvernement en Communauté française. Alors que les matières culture, recherche, enfance... ont suivi, tranquille, leur petit bonhomme de chemin, les dossiers Enseignement - de la maternelle à l'université - ont été une

source de tensions fréquentes entre PS et CDH. C'est que quand on parle « enseignement », on n'est jamais très loin des bons vieux piliers laïque/catholique. Des piliers eux-mêmes historiquement scotchés à un parti frère. Qu'on ne s'y trompe cependant pas, le Pacte pour un enseignement d'excellence n'a pas fait l'objet de guerres intestines. « *Tout au long de son élaboration, le processus a été assez consensuel*, raconte un cabinetard CDH. *Rudy Demotte lui-même en a fait l'affaire du gouvernement.* » Le CDH n'en dit pas autant du même Demotte ministre-président militant pour deux heures d'éducation à la philosophie et citoyenneté. Et

c'est compter sans la colère des profs de morale. Un CDH qui garde l'impression d'avoir vécu un marchandage régulier entre les dossiers enseignement supérieur et enseignement fondamental. Il n'en reste pas moins du boulot pour la future majorité. De l'urgent : aide aux directions, renforcement de l'encadrement en maternelle. Du moins urgent : finaliser la formation initiale des enseignants, fusion entre l'UCL et Saint-Louis. Du long terme enfin : faire accoucher le Pacte d'excellence sans (trop) le détricoter, voire réviser en profondeur le décret inscriptions.

ERIC BURGRAFF

WALLONIE

L'épilogue logique d'un très gros malaise

L'annonce de Benoît Lutgen a provoqué un tremblement de terre à Namur, capitale de la Wallonie. Mais elle ne surprendra vraiment que ceux qui suivaient de très loin les développements récents de la politique régionale : au-delà des scandales de ces derniers mois, l'ambiance était devenue délétère entre les partenaires PS et CDH de la majorité. Même si personne ne l'avouait : « *Le climat est bon* », nous assurait-on encore ce dimanche. Balivernes ! Depuis plusieurs mois en réalité, les deux ailes du gouvernement étaient à couteaux tirés sur des dossiers très sensibles et idéologiquement très forts comme l'assurance autonomie ou la réforme fiscale. La coalition mise en place à l'été 2014 continuait à faire illusion en annonçant régulièrement des plans et des réformes qui évitaient les questions qui fâchent tout en masquant les dissensions internes.

La paralysie guettait l'exécutif Magnette-Prévot.

Le malaise avait franchi un degré supplémentaire la semaine dernière avec l'interview accordée au *Soir* par Thierry Bodson (FGTB) et Jean-Pascal Labille (Solidaris) qui dénonçaient les retards pris par les dossiers stratégiques en matière de santé et d'action sociale, des compétences de Maxime Prévot, le chef de file CDH au gouvernement de Namur. Au parlement, celui-ci était sorti de ses gonds après cette

attaque en règle, s'en prenant publiquement à l'Action commune socialiste et à travers elle à son partenaire de gouvernement. Du jamais vu !

« *Nous ne continuerons pas avec le PS. Il n'est plus possible de travailler avec lui de manière sereine. Il est temps de lancer une nouvelle donne politique plus moderne, plus volontariste* », a d'ailleurs commenté ce lundi le bourgmestre empêché de Namur à la sortie du bureau de son parti.

Samedi, le même Maxime Prévot

annonçait encore son intention de quitter le gouvernement avant la fin de la législature pour s'occuper pleinement de sa ville de Namur en vue des communales. Officiellement, le numéro deux de l'exécutif wallon était lassé des critiques sur

son « cumul ». Mais il ne fait plus guère de doute désormais que l'ambiance au sein du gouvernement a lassé le vice-Premier. Avec le recul, son retrait annoncé était bien la préfiguration du coup de théâtre de ce lundi midi.

L'aventure s'achève sur un goût de largement inachevé pour la coalition dirigée par Paul Magnette, qui s'apprête à quitter l'Elysette. Benoît Lutgen appelle de ses vœux la mise en place d'une majorité de substitution. Mais elle ne sera pas simple à constituer : MR et Ecolo sauront se montrer exigeants. Pour Stéphane Hazée, chef de groupe des verts, il faut carrément « *débattre d'un changement de système politique avant d'envisager une nouvelle majorité gouvernementale* ».

ERIC DEFFET

BRUXELLES

Le gouvernement est au travail

Que fait le gouvernement bruxellois ? Est-il à l'arrêt à la suite de l'annonce du président du CDH Benoît Lutgen ? Est-il en affaires courantes ? La question, lundi soir, n'entraînait qu'une seule réponse dans tous les cabinets ministériels régionaux de la capitale, hormis celui de la ministre Céline Fremault (CDH), où l'on n'a pas répondu : « *On travaille* ». « *Il faudrait*

savoir si eux se considèrent en affaires courantes, ajoutait malicieusement un ministre. *Mais nous, nous travaillons.* »

En commission Infrastructures au parlement bruxellois dans l'après-midi, le ministre bruxellois des Travaux publics Pascal Smet (SPA) a répondu normalement aux questions parlementaires, précisait-on à son cabinet. « *Nos réunions de travail sont maintenues, nous n'avons pas reçu de consignes spécifiques* », ajoutait-on au cabinet de la secrétaire d'Etat bruxelloise chargée de la Propreté Fadila Laanan (PS).

Même son de cloche du côté du

cabinet de la secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur (Défi) Cécile Jodogne - « *On continue jusqu'à nouvel ordre* » - ou chez Guy Vanhengel, ministre bruxellois des Finances (Open VLD) : « *Avant le gouvernement de jeudi* (le « conseil des ministres bruxellois » se réunit tous les jeudis, NDLR), *rien ne changera* », assure-t-on. « *L'ordre du jour du gouvernement a été fixé vendredi dernier*, précisait le ministre bruxellois de l'Emploi Didier Gosuin. *Il faut être responsable et les institutions doivent continuer à fonctionner.* »

P.V.

LE PS

Le PS pourra-t-il se relever de l'éprouvante séquence dans laquelle il est embourbé depuis le début de l'affaire Publifin ? Le coup, en tout cas, est rude. Pourtant,

face à l'adversité, le parti serre les rangs. Hors de question d'ajouter une crise interne à la crise politique. Mais les divisions pourraient à nouveau poindre si une majorité alternative parvient à se former.

Le PS maudit le CDH, se ressoude dans un premier temps, après...

Ce n'est pas joli ni poli, mais on doit à la vérité de dire l'expression, de loin la plus répandue au PS lundi après-midi, tous azimuts, côté Di Rupo, côté Magnette, côté Marcourt, partout : « *C'est un coup de p...* » Excusez du trop. Mais ça donne l'exacte température chez les socialistes. « *Révolusés.* »

Le communiqué officiel, diffusé au milieu de l'après-midi par les services du Boulevard de l'Empereur, est évidemment moins trivial. Très en dessous en termes d'intensité polémique, il invite « *tout un chacun à ne pas être dupe des justifications invoquées par le président du CDH* ». Selon l'état-major du parti, il a « *manifestement pris peur* » d'être contraint, toujours à suivre les rouges, d'embrayer sur les mesures de gouvernance « *en faveur du décumul intégral* » que le PS adoptait précisément ce samedi, et plus généralement celles élaborées au sein du gouvernement wallon.

C'est la double thèse socialiste pour ce qui concerne Benoît Lutgen :

1. La trahison : « *C'est le grand retour du PSC, qui était maître dans l'exercice, Lutgen est le digne héritier de Deprez.* »

2. La double hypocrisie : « *Ils disent s'en aller pour des raisons de gouvernance alors qu'ils s'en vont précisément parce qu'ils ne veulent pas adopter des mesures radicales, comme le décumul intégral, ce qu'ils ne seront pas obligés de faire avec le MR, qui n'en veut pas. Ça tombe bien. En plus, Lutgen lance un "appel" pour faire une majorité anti-PS alors qu'il a déjà discuté de tout ça en coulisses ces derniers jours avec Chastel et le MR ! C'est la double hypocrisie.* »

Bref, dans les rangs, on sucre les oranges : « *C'est amusant de les entendre reprocher au PS d'être au pouvoir depuis trente ans, alors qu'eux, ils y sont depuis 1830* »... A vos manuels d'histoire.

Face à l'« agression »

Ces réactions à chaud ne sont pas anecdotiques et peu significatives. Elles donnent à voir le PS tel qu'il se montrera au moins dans un premier temps : « *On serre les*

rangs, on se serre les coudes. » C'est l'effet de la « *trahison* » de Benoît Lutgen. « *Balancer comme ça un partenaire en pleine législature, c'est une honte, et ce n'est pas au moment où on subit tout ça que l'on va, en plus, se diviser et leur faire ce cadeau !* » Les socialistes n'ajouteront pas la crise interne à la crise politique tout court. Les critiques visant Elio Di Rupo ? Les remugles parmi les mandataires après l'accélération de Paul Magnette sur le décumul intégral ? Les tensions entre une partie des députés-bourgmestres et députés-échevins, qui rechignent à adopter la réforme radicale sur le décumul, n'en voient pas le sens, et les militants qui, eux, au contraire, en veulent

confusément et catégoriquement ? Tout cela est vrai, mais face à « *l'agression* », c'est l'heure de « *l'unité* ». L'unité « *derrière Elio* ». Ils veulent « *liquider la gauche. On doit se ressouder* ».

Se ressouder, donc, après le choc : lundi matin,

Elio Di Rupo coachait, depuis 10 h 30, un bureau politique – entre quarante et cinquante responsables étaient réunis au Boulevard de l'Empereur – chaud et délicatissime sur le décumul intégral (lire ci-contre) quand, peu après 12 h selon une

source, bien avant selon une autre, il a reçu un coup de fil de Benoît Lutgen lui annonçant sa décision de défaire les coalitions au sud du pays. Stupeur générale ! On se souvient que dimanche, dans « *A votre avis* » sur la RTBF, appelé à qualifier d'un mot une

série de partenaires ou d'adversaires politiques, Paul Magnette avait adressé un... « *loyal* » à Benoît Lutgen. Vingt-quatre heures plus tard, l'histoire chavire. Le président du CDH est tout autre.

Voilà pour le PS dans un premier temps. Le temps de la crise politique. Et rien n'in-

dique à cette heure que Benoît Lutgen parviendra à attirer Ecolo et Défi dans une majorité aux côtés du MR, super-partant pour sa part, et qui trouve ici l'occasion, historique, de régler son compte au PS : en le chassant de

Wallonie et de Bruxelles après l'avoir privé du fédéral. Un cadre socialiste avisé enchaîne : « *Le congrès du 3 juillet est maintenu en principe. Le climat, chez nous, rassembleur à l'heure actuelle, pourrait changer si d'aventure, le CDH et le MR réussissent à composer une coalition avec Ecolo et Défi, car là, ils vont gouverner, ils vont*

attirer toute l'attention. On sera tout seuls, dans l'opposition, et alors là, en interne, les discussions pourraient reprendre, les tensions, les divisions avec elles... »

Gare au « dédagisme »

En substance... Dans cette hypothèse noire pour les rouges, on reprochera alors à Elio Di Rupo sa stratégie générale ces dernières années, qui aura conduit le PS dans l'opposition à tous les étages. Ce n'est pas fini : en prime, on reprochera à Paul

Magnette d'avoir poussé tant et plus sur le décumul, ce qui a (aurait) cabré le CDH en Wallonie, jusqu'à le faire renier son alliance avec le PS. Sans oublier Laurette On-

kelinx, à laquelle on reprochera de ne pas avoir vu venir les « affaires » à Bruxelles, en particulier autour d'Yvan Mayeur... Un scénario catastrophe. Celui de la laceration et des règlements de compte. A la française. Du type Hollande, Valls, Cambadélis et ce qu'il faut bien appeler les contempteurs du socialisme démocratique. L'autodestruction. Peut-être la

disparition. Cette gauche peut mourir.

Un film pas fou. D'autant que l'opinion publique, toujours si l'on en juge par le théâtre français et l'ascension fulgurante d'En marche!, est acquise au « *dégagisme* », le terme indiquant la volonté de – en gros – virer la classe politique aux commandes, dite « traditionnelle », à commencer par les socialistes et sociaux-démocrates, quasi liquidés à l'Assemblée nationale à Paris, ce qui réduit là-bas la gauche à

plus grand-chose dans le rapport de force. C'est très tendance, en tout cas c'est dans l'air du temps. Alerte rouge ! ■

DAVID COPPI

À L'ÉPREUVE

Di Rupo, président d'un parti tourneboulé

Nous l'écrivons ci-dessus : dans un premier temps, Elio Di Rupo, de l'avis de plusieurs socialistes, sort « renforcé » de l'épreuve, simplement parce que face à l'« *agression* », les rouges serrent les rangs naturellement. Face aussi au danger d'une sorte d'implosion à la française, où les règlements de compte conduiraient tout le monde au désastre. Haro sur le CDH ! *Vade retro* les gouvernements emmenés partout par le MR, la droite qui s'allie à la N-VA ! Mais on l'a souligné aussi : le PS est sous le choc, et, objectivement, l'idée de se voir désormais éjecté à tous les étages, au passage de perdre le pouvoir en Wallonie, sa terre d'élection, est terrorisante pour lui. Si le scénario devait se vérifier (et une majorité alternative se mettre en place, on n'en est pas là) ce serait un tremblement de terre sous la maison rouge, et pour la présidence d'Elio Di Rupo, qui devrait assumer en définitive, et assez logiquement, la responsabilité politique de ce qui advient. Même si certains, pas pessimistes et un peu fleurs rouges, défendent une autre version, et confient qu'après tout, évoluer dans l'opposition avant la maxi-séquence électorale dans un peu plus d'un an (les communales, puis les législatives), tout ça en contestant des exécutifs dominés par le MR, peut repositionner utilement le PS à gauche. On a du mal à y croire, mais enfin...

D.CI

À RISQUES

Laurette Onkelinx en terrain miné à Bruxelles

La présidente de la Fédération socialiste bruxelloise évolue dans un champ de ruines et de mines, avec un PS frappé de plein fouet par l'affaire des affaires, celle du Samusocial, qui heurte très directement les valeurs et l'éthique socialiste. On sait, du reste, qu'à cet égard, la commission de vigilance du PS bruxellois est au travail : elle examine les dossiers Mayeur et Peraïta, ce qui pourrait amener Laurette Onkelinx à devoir prononcer l'exclusion de celui qu'elle a longtemps considéré comme un proche... Dur. En attendant, les socialistes bruxellois serrent les rangs comme ils peuvent dans l'épreuve, alors que le gouvernement régional dont ils ont/avaient les commandes (avec Rudi Vervoort) est chancelant voire par terre, et que le MR pourrait emporter la mise.

D.CI

EN DÉSÉQUILIBRE

Magnette affirmé politiquement mais discuté en interne

Paul Magnette est tout près (si une majorité alternative se hisse aux affaires comme le veut le CDH) de perdre l'Elysette, et, dans ce cas, de réintégrer pleinement l'hôtel de ville de Charleroi. A Namur, on garde la maison en attendant de voir, mais on fait les caisses. On tente déjà de replacer les gens au cas où : le cabinet du ministre-président se prépare activement au pire. Quoi qu'il en soit, Paul Magnette sort de tout cela, d'une part, en s'étant affirmé politiquement : après s'être distingué en son temps sur un autre registre, le Ceta, c'est lui qui a poussé avec force au décumul intégral et au mandat unique. Mais il se retrouve aussi, d'autre part, relativement affaibli, car, au passage, il a irrité pas mal de monde en interne, s'agissant cette fois des mandataires (une série d'entre eux, en tout cas), parmi lesquels certains lui reprochent d'avoir accéléré inconsidérément sur ce thème qui divise les élus socialistes.

D.CI

RÉFORME

L'option du PS : ou le mandat unique, ou le plafond de 100 %

En bureau politique lundi matin, le PS était plongé, au moment des faits, dans un vif débat interne sur le décumul intégral. Qui a ses partisans ; on pense aux militants. Qui a aussi ses détracteurs ; on pense à une série de mandataires, qui ne voient pas le lien avec les « affaires » et jugent que le PS se déforçerait de cette façon.

Bref, ça a discuté sec entre la quarantaine de responsables réunis au boulevard de l'Empereur.

Et une option s'est dégagée, avant que Benoît Lutgen ne fasse sensation...

Lors des prochains scrutins, les socialistes auront à choisir entre, d'une part, le mandat unique et, d'autre part, s'ils souhaitent cumuler encore les fonctions de député et de bourgmestre (ou échevin, ou président de CPAS), le respect d'un plafond de rémunération qui ne pourra pas dépasser 100 % de celle attribuée à un parlementaire.

Cette option doit être rediscutée en sections, dans les fédérations, puis passer le cap du congrès statutaire, prévu le 2 juillet. Maintenu, assure-t-on. On verra. Tout va si vite.

D.CI

déplacement Vervoort rentre en catastrophe

MONTRÉAL

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Mais quel branle-bas de combat ! C'est un euphémisme de dire que le petit-déjeuner de la délégation du ministre-président bruxellois à Montréal a été un tantinet chahuté... Avec le décalage horaire, c'est au saut du lit que Rudi Vervoort a appris la décision de son partenaire de majorité, le CDH, de quitter le navire. Via un coup de fil de la cheffe de la Fédération bruxel-

loise du PS, Laurette Onkelinx, qui l'apprend pendant le bureau du PS.

Très vite, les messages, coups de téléphone et e-mails se succèdent : le message d'un collaborateur reprenant toutes les majorités possibles en nombre de sièges (montrant que Défi est un parti incontournable), ou encore le texto au ton surpris du ministre VLD Guy Vanhengel dans la discussion Whatsapp des membres du gouvernement... « Céline (Fremault, ministre CDH, NDLR), tu démissionnes ? »

Sur Twitter, certains observateurs ironisent : « Quelqu'un pense à prévenir Rudi Vervoort en mission au Canada qu'il n'est plus ministre-président ? »

**Olivier Maingain
dans un autre vol**

A Montréal, les téléphones surchauffent. Rapidement, Rudi Vervoort a un contact avec Olivier Maingain, président de Défi, lui aussi en déplacement à Montréal pour le congrès sur l'avenir des villes. Ce dernier ne voit pas d'un bon œil le positionnement surprise du CDH. En filigrane, on sent que l'idée d'une majorité bruxelloise sans le CDH émerge (PS-Ecolo-Défi). L'hypothèse circule aussi à Bruxelles, même si elle semble très peu probable.

Au moment de terminer le petit-déjeuner, moins de 24h après l'arrivée du ministre-président, une chose en tout cas ne fait pas un pli : le retour à Bruxelles est inévitable. Ni une ni deux, les collaborateurs organisent un vol en soirée pour la délégation. Olivier Maingain est lui aussi rentré en

catastrophe, dans un autre vol. Les deux hommes seront-ils encore partenaires de majorité au moment de l'atterrissage à Bruxelles, à 8 h 30, ce mardi ? Rien n'est moins sûr : pendant ce temps, en Belgique, le ministre Didier Gosuin (Défi) n'a pas totalement fermé la porte à une autre majorité sur le plateau de la RTBF...

Il n'y aura donc pas de représentant officiel belge au congrès Métropolis, le rassemblement des décideurs des grandes villes du monde entier. La poisse ? Il y a un peu de cela : jusqu'à il y a peu, un certain Yvan Mayeur devait également être de la partie... ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

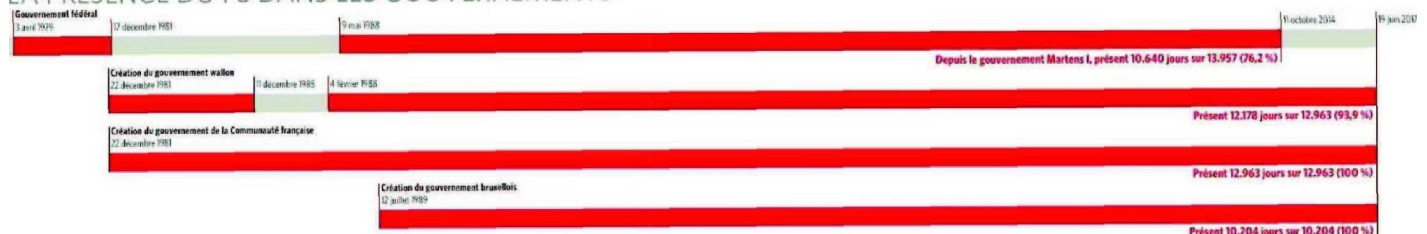
LE PS

Au pouvoir quasiment sans interruption depuis les années 80 aux niveaux wallon, bruxellois, communautaire

et fédéral (jusqu'en 2014 dans ce cas), le PS risque aujourd'hui de se retrouver partout dans l'opposition. Ce divorce d'avec le CDH est-il une catastrophe ? Ou au contraire une cure d'opposi-

tion, dans le climat actuel, pourrait-elle présenter quelque vertu ? Le point avec Vincent Dujardin, historien à l'UCL, et Benoît Rioux, professeur de sciences politiques à l'UCL.

LA PRÉSENCE DU PS DANS LES GOUVERNEMENTS



Grandeur et décadence d'un parti (qui était) incontournable

ANALYSE
Trente-six ans au pouvoir, ça use, ça use... A part une petite interruption d'un peu plus de deux ans au milieu des années 80 (de décembre 85 à février 88), le Parti socialiste est aux manettes de la Région wallonne depuis 1981. Avec ou sans le CDH (ex-PSC), mais le plus souvent avec son partenaire chrétien-démocrate devenu « humaniste » en 2002.

Au niveau fédéral, à la Région bruxelloise et à la Communauté française aussi, le PS est un parti incontournable depuis les années 1980. Ou plutôt était, puisque cette période semble révolue depuis lundi. Le début du

processus remonte à l'alliance MR/-N-VA conclue suite aux législatives de 2014. Ejecté au niveau fédéral, le PS risque maintenant de se retrouver

dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir, hormis le provincial et le local.

Pourquoi le PS a-t-il si longtemps été aux affaires ? Nous avons posé la question à Vincent Dujardin, professeur d'histoire à l'UCL. « Si vous regardez les résultats des élections en Wallonie depuis 1981, vous avez déjà un solide élément d'explication. Le PS fait entre 36,6 % à la Chambre en 1981 (à l'époque on ne votait pas à la Région) et 37,6 % en 2010, avec un plus bas à 29,2 % à la Chambre en 1999, le plus haut se situant à 43,9 % en 1987. Faire une majorité sans le PS est tout simplement souvent compliqué... d'autant qu'il y a les évidentes interactions avec le niveau national devenu fédéral », explique Vincent Dujardin.

Entre le 11 décembre 1985 et le 3 février 1988, le PS a pourtant passé un peu plus de deux ans sur les bancs de l'opposition à la Région wallonne. Le gouvernement PSC-PRL était alors di-

rigé par Melchior Wathelet senior. Comment en est-on arrivé là ? « Au niveau national, c'est le cabinet Martens-Gol qui est mis en place, soit les sociaux-chrétiens avec les libéraux. Cela a forcément des répercussions au niveau régional, d'autant que les élections directes au niveau régional wallon n'existaient pas encore », précise l'historien de l'UCL.

Depuis que le PS a été éjecté au fédéral en mai 2014, le parti a du mal à se repositionner avec à sa tête un président ex-Premier ministre et une cheffe de groupe à la Chambre elle aussi ministre de longues années durant. La situation n'était pas du tout la même dans les années 1985-88, comme le résume Vincent Dujardin.

1988, retour aux affaires

« Il y avait au Conseil de la Région wallonne une véritable opposition vu

que les trois partis traditionnels (PS-PSC-PRL) avaient souhaité gouverner ensemble lors de la mise en place, à Namur, de l'exécutif wallon en 1981, analyse Vincent Dujardin. Seuls les derniers élus du Rassemblement wallon et du Parti communiste ainsi que les premiers Ecolo forment à ce moment l'opposition. Entre 85 et 88, on entendra les élus PS tout d'abord sur la légitimité de la majorité qui ne dispose que de 52 membres sur 103 députés (sans compter un Volksunie élu par appa-

rement), puis sur la question de l'implantation des organes wallons à Namur qui est alors remise en question au profit de Bruxelles, en vue d'une fusion avec la Communauté française. Ce fut l'occasion pour les régionalistes du parti de faire entendre leur voix. Mais cela n'a pas empêché certains socialistes de jouer un rôle d'opposition constructive et de saluer, par exemple, les plans de soutien à la recherche de l'exécutif présidé par Melchior Wathelet senior ; mais surtout de voter une

motion destinée à inviter l'exécutif wallon à se battre auprès du gouvernement central contre la réduction de la dotation de la Région »

En février 1988, le PS revient aux affaires grâce à une longue crise politique. « Le PS faisait 43,9 % des voix en Wallonie aux élections de 1987, presque la majorité absolue, poursuit Vincent Dujardin. On rappellera aussi qu'à l'époque il n'y a pas d'élections régionales en Wallonie. Fort de son triomphe électoral, le PS revioient aux affaires au fédéral, Jean-Luc Dehaene négociant la 3^e réforme de l'Etat avec les socialistes dans le cadre de la plus longue crise politique de l'histoire politique belge jusque-là. Elle dure 148 jours et conduit à la mise en place du dernier cabinet Martens avec Philippe Moureaux comme vice-Premier. »

Le PS et le CDH (PSC avant 2002) ont l'un ou l'autre quasiment toujours été dans une coalition à la Région wallonne, souvent ensemble. La fin d'une époque ? « En effet, à part entre 1999 et

2004, ils auront toujours gouverné ensemble à la Région. Mais je dirais que c'est plutôt la fin d'un cycle. Celui initié en 2004, lorsque M. Di Rupo remet le CDH en selle après une série de tensions entre partenaires de majorité sous l'arc-en-ciel. On assistera à une forme

de remontée d'ascenseur en 2007, au moment de la négociation de l'orange bleue. C'était à ce moment en tous les cas un des éléments qui ont compté dans l'attitude du CDH de l'époque. Depuis, le CDH a parfois été perçu comme fort proche du PS. Diverses interrogations voire inquiétudes sont entendues en interne sur le positionnement du parti dont la spécificité n'était sans doute pas toujours assez visible. Les résultats électoraux se trouvent en recul et connaissent une régulière érosion. En 1981, le PSC obtenait encore 7,2 % du Royaume, pour 5,5 en 2010 et 4,98 pour le CDH en 2014. Ce qui se passe aujourd'hui pourrait être de nature à montrer, entre autres éléments, son indépendance, sa spécificité en vue de 2019. Mais d'ici là, beaucoup d'eau coulera encore sous les ponts, vu que l'actualité prouve, une fois encore, qu'en politique, 24 heures, c'est une éternité », conclut Vincent Dujardin.

de remontée d'ascenseur en 2007, au moment de la négociation de l'orange bleue. C'était à ce moment en tous les cas un des éléments qui ont compté dans l'attitude du CDH de l'époque. Depuis, le CDH a parfois été perçu comme fort proche du PS. Diverses interrogations voire inquiétudes sont entendues en interne sur le positionnement du parti dont la spécificité n'était sans doute pas toujours assez visible. Les résultats électoraux se trouvent en recul et connaissent une régulière érosion. En 1981, le PSC obtenait encore 7,2 % du Royaume, pour 5,5 en 2010 et 4,98 pour le CDH en 2014. Ce qui se passe aujourd'hui pourrait être de nature à montrer, entre autres éléments, son indépendance, sa spécificité en vue de 2019. Mais d'ici là, beaucoup d'eau coulera encore sous les ponts, vu que l'actualité prouve, une fois encore, qu'en politique, 24 heures, c'est une éternité », conclut Vincent Dujardin.

de remontée d'ascenseur en 2007, au moment de la négociation de l'orange bleue. C'était à ce moment en tous les cas un des éléments qui ont compté dans l'attitude du CDH de l'époque. Depuis, le CDH a parfois été perçu comme fort proche du PS. Diverses interrogations voire inquiétudes sont entendues en interne sur le positionnement du parti dont la spécificité n'était sans doute pas toujours assez visible. Les résultats électoraux se trouvent en recul et connaissent une régulière érosion. En 1981, le PSC obtenait encore 7,2 % du Royaume, pour 5,5 en 2010 et 4,98 pour le CDH en 2014. Ce qui se passe aujourd'hui pourrait être de nature à montrer, entre autres éléments, son indépendance, sa spécificité en vue de 2019. Mais d'ici là, beaucoup d'eau coulera encore sous les ponts, vu que l'actualité prouve, une fois encore, qu'en politique, 24 heures, c'est une éternité », conclut Vincent Dujardin.

Mauvaise position

Ce divorce d'avec le CDH est-il une catastrophe pour le PS ? Ou au contraire une cure d'opposition, dans le climat actuel, pourrait-elle paradoxalement avoir ses vertus pour les socialistes ? « Quel que soit le cas de figure, le PS est en mauvaise position, répond Benoît Rihoux, professeur de sciences politiques à l'UCL. Il peut s'attendre à un réel échec électoral aux élections de 2018 et de 2019, mais cet échec sera peut-être un peu moins sévère s'il est dans l'opposition. Le PS pourrait en effet faire le ménage en interne dans l'opposition, mais le délai me semble très court pour entièrement renverser la vapeur. D'autant que le PTB a acquis une stature et une présence de terrain telle qu'il représente une réelle alternative pour les électeurs socialistes les plus à gauche, comme Ecolo en est une autre pour les électeurs moins radicaux. Dans cette bataille à gauche, le PS est très mal engagé. »

Cette éjection qui vient sanctionner les affaires Publifin et Samusocial, est-elle l'échec de Di Rupo, l'homme fort du parti depuis 1999 ? « C'est un échec d'appareil, et d'un certain style politique d'occupation du pouvoir et d'une certaine partitocratie, telle qu'elle s'est construite en Belgique depuis 40-50

Inéluctable, au bout de 36 ans de pouvoir ? « Il y a deux choses, répond Benoît Rihoux. Il y a la présence de partis durablement au pouvoir en tant qu'organisations, et puis il y a la perte de voix à la Chambre sur l'ensemble du Royaume, pour 5,5 en 2010 et 4,98 personnes qui occupent de manière plus ou moins constante un grand nombre de mandats dont ils finissent par s'estimer propriétaires. »

Les observateurs ont été très frappés par le résultat des législatives en France, où le Parti socialiste est passé de 248 à 33 sièges à l'Assemblée nationale. Une telle Berezina est-elle envisageable pour le PS belge ? Benoît Rihoux ne le croit pas. « D'abord en raison du mode de scrutin proportionnel en vigueur chez nous, explique-t-il, qui a un effet modérateur par rapport au scrutin majoritaire, qui peut mener à la suppression totale d'un parti d'une assemblée. Ensuite en raison de la taille relativement moyenne des circonscriptions électorales, qui écarte la perspective d'une disparition générale. Enfin, en raison de la structure « partisane » de notre pays : les partis politiques sont tout simplement plus puissants chez nous qu'en France », conclut le politologue. ■

**WILLIAM BOURTON
PHILIPPE DE BOECK**

LE POLITOLOGUE

Pour Jean Faniel, directeur du Crisp (Centre de recherche et d'information sociopolitiques), le paysage

politique francophone pourrait être durablement chamboulé par cette volte-face du CDH contre son « ami de quinze ans ». Et si le MR se trouve dans une position plutôt intéressante, le « cadeau » qui lui est fait pourrait se révéler dangereux...

Jean Faniel « Pour le CDH, le pari est risqué ; pour le MR, le cadeau est potentiellement empoisonné »

ENTRETIEN

Pour le politologue Jean Faniel, le CDH a pris un fameux risque en déchirant son alliance historique avec le PS. Pourquoi ? Les affaires, certes, mais pas seulement : la coalition wallonne butait sur plusieurs gros dossiers. Dire que le CDH a tiré la prise à cause des affaires, c'est un peu court, estime-t-il. Car la crise gouvernementale couvait depuis des semaines sur des dossiers importants, tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française. Toujours est-il que le paysage politique francophone pourrait être durablement chamboulé par cette volte-face humaniste contre son « ami » de quinze ans, le PS. A moins que, paradoxalement, la cure d'opposition imposée au PS lui offre l'occasion de se refaire une santé et d'atténuer la voix du PTB d'ici aux prochaines élections, les communales en 2018, mais surtout les législatives et régionales en 2019.

Benoît Lutgen a posé un geste qui restera dans les annales de la vie politique francophone. Le PS a parlé de « trahison » de la part du CDH. Politiquement, une telle rupture, c'est inédit. Comment la qualifieriez-vous ?

Ce qui se passe n'est jamais arrivé. Il y a une rupture d'accord : quand on forme une coalition au niveau des Régions et Communautés, où des élections anticipées ne sont pas possibles, il est entendu qu'on a un contrat de vie commune pour cinq ans. Le CDH met en avant que la situa-

tion de 2014 n'est plus la même, que les affaires ont changé la donne. Quoi qu'il en soit, c'est une surprise d'ampleur. Les conséquences sont à ce stade difficilement prévisibles, mais elles vont forcément être importantes et on n'en comprendra peut-être les contrecoups que dans quelques années.

Cela fait des semaines que ça ne va plus entre PS et CDH en Wallonie. La faute aux affaires uniquement ? Ou est-ce un prétexte ? PS et CDH avaient pris tout le monde de court à l'été 2014 et avaient annoncé très vite après les élections leur accord pour gouverner. Ces gouvernements n'étaient-ils pas, dès le départ, plus fragiles que l'on pouvait le penser ?

Le CDH avance les affaires pour justifier sa décision. C'est assez logique vu le contexte actuel, mais c'est en même temps surprenant à deux égards. D'une part, les premières victimes de la chute des gouvernements francophones seront Paul Magnette et Rudi Vervoort, qui apparaissent pour être, au sein du PS, comme étant ceux qui veulent réformer assez loin les choses. D'autre part, aucune révélation d'une nouvelle affaire n'a précédé directement l'annonce du CDH. En réalité, il y avait des tensions depuis pas mal de temps. En Wallonie, entre la réforme fiscale portée par Christophe Lacroix (PS) et l'assurance autonomie de Maxime Prévot (CDH). A la

Communauté française, autour de l'atterrissage du Pacte pour un enseignement d'excellence. La fusion entre Saint-Louis et l'UCL a peut-être ajouté une couche de tensions.

Qu'est-ce qui a joué le rôle du détonateur ?

Les affaires jouent un rôle indéniable. Mais on peut se demander si le CDH ne profite pas des affaires pour changer de majorité en se disant que peut-être, avec le MR, il réussira à faire aboutir une réforme de l'enseignement telle qu'il la souhaite ou une réforme fiscale marquée différemment. Par ailleurs, le CDH n'a pas réellement été un acteur de premier plan des affaires mais, dans le cas de Publifin, il est néanmoins impliqué. Se dit-il : on va essayer de sauver notre

peau quitte à ce que le PS y laisse la sienne ? En procédant de la sorte, il prend le risque d'apparaître comme celui qui a précipité une crise potentiellement durable et aussi comme celui qui a voulu se sauver au détriment d'un autre. Enfin, si le CDH remporte son pari, ce qui n'est pas certain, ne va-t-il pas mettre un peu de baume au cœur du PS, qui apparaîtra lorsque les élections se profileront dans une position un peu moins inconfortable ? Le pari du CDH est quoi qu'il en soit très risqué. Car s'il se retrouve finalement dans l'opposition, l'acte aura été manqué.

C'est l'axe structurant de la vie politique francophone de ces

quinze dernières années qui vole en éclats. Cela donne-t-il de l'air au paysage ?

Cela va forcément rebattre les cartes. Dans un paysage politique stable, calme, ça serait en soi déjà le cas. Et comme le pay-

sage n'est pas stable du tout, c'est encore plus vrai. Les sondages montrent depuis trois ans que le paysage se renouvelle considérablement. De nouveaux axes peuvent donc émerger. Les sondages montrent une érosion continue du CDH, une chute relativement importante du PS, un MR qui ne parvient pas à décoller. Les partis traditionnels sont mis à rude épreuve. Ecolo non plus ne connaît pour l'heure pas une poussée importante. Tout dépendra donc avant tout des scores électoraux de tous ces partis. Mais on sent bien que dans le chef du PS, la réplique est très forte. Vu les déclarations de ce lundi, un rabibochage semble très difficile dans l'immédiat. Cela va immanquablement laisser des traces.

Pour le PS, c'est un coup dur. Mais en même temps, une cure d'opposition, n'est-ce pas ce que ce parti mal en point peut envi-

sager de mieux avant les prochaines échéances électorales ? A l'inverse, pour le MR, le cadeau n'est-il pas potentiellement empoisonné ? N'a-t-il pas tout intérêt à aller aux élections en étant dans l'opposition dans les Régions et Communauté en laissant au CDH et PS le poids

de la gestion des affaires ?

Le MR est, comme le PS et le CDH jusqu'ici, présent à des niveaux de pouvoir mais pas à d'autres. Ce qui est difficile à expliquer pendant une campagne électorale. Le PTB, Ecolo ou le PP, qui ne sont nulle part, peuvent plus facilement expliquer aux citoyens. Concernant le PS, il pourrait tirer un bénéfice du fait de se retrouver à côté du PTB sur les bancs de l'opposition et contrecarrer en partie ses prises de position, se concentrer sur ses réformes internes, et dire à ses

électeurs pendant la campagne électorale « Regardez tout le tort qui vous a été fait ces deux dernières années ». Tout cela sans compter que d'autres affaires peuvent éclater dans les deux prochaines années. Les questions sur le cumul, la gouvernance, vont rester à l'avant-plan. Or, le MR et le CDH ont

paru, ces derniers jours, un peu plus timorés que ce que le PS, sous l'impulsion de Paul Magnette, était prêt à modifier. Si demain MR et CDH se retrouvent dans les mêmes majorités, on risque de se retrouver dans une situation cocasse où le PS pourrait leur donner des leçons d'éthique et de gouvernance. Donc pour le MR, le cadeau est potentiellement empoisonné à ce titre. Cela dit, il se retrouve malgré tout dans une position relativement intéressante et confortable car il pourrait toujours, s'il n'était pas possible de former des coalitions avec une colonne vertébrale MR-CDH, « sau-

ver » des entités fédérées bloquées en s'alliant avec le PS, en lui arrachant des concessions.

L'arrivée du MR au pouvoir dans les entités fédérées faciliterait sensiblement les rapports avec le fédéral...

Cela pourrait assurément remettre de l'huile dans les rouages du comité de concertation.

Dans un dossier emblématique comme le Ceta, par contre, cela pourrait-il changer la donne ? On sait que le MR est pour la ratification du texte proposé, à l'inverse du CDH.

Le CDH a donné des gages à la société civile, au Mouvement ouvrier chrétien, au monde agricole dans ce dossier. Il ne serait pas évident pour lui de manger sa parole et de donner un blanc-seing au texte du Ceta s'il n'a pas été modifié. ■

**Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA**

Jean Faniel

Docteur en sciences politiques, il est notamment spécialiste de la vie politique belge et des différents acteurs sociopolitiques. Jean Faniel dirige actuellement le Crisp, le Centre de recherche et d'information sociopolitiques.